

Le Monde

IDÉES • SOCIAL

« Il est temps d'ouvrir l'espace de la gestion de crise au corps social »

TRIBUNE

Olivier Nay

Professeur de science politique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Louis Pizarro

Maître de conférences à Sciences Po

Les organisations représentant la société doivent être impliquées pour faire remonter les attentes sociales, éclairer les décisions publiques et engager les débats de l'après-Covid, estiment Olivier Nay et Louis Pizarro, du think tank Santé mondiale 2030.

Publié aujourd'hui à 17h31, mis à jour à 17h54 | Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. L'urgence sanitaire a pu justifier, pendant un temps, de confier à un petit groupe de scientifiques la responsabilité immense de guider le politique. L'urgence sociétale est aujourd'hui d'impliquer dans la décision publique les acteurs de la société qui au quotidien sont engagés dans la lutte contre la pandémie.

De nombreuses questions sociales ont émergé dans la mobilisation contre le Covid-19. Les premières enquêtes révèlent que les catégories situées au bas de l'échelle sociale sont surexposées : inégalités sociales, économiques et territoriales se cumulent pour provoquer une crise sanitaire d'une cruelle injustice, loin de l'idée initialement répandue d'un virus socialement aveugle.

Par ailleurs, durant l'état d'urgence, les mesures de confinement et la probabilité forte d'une surveillance sanitaire par le traçage des données personnelles posent la question du difficile équilibre entre sécurité et libertés. La crise sanitaire justifie, certes, une politique exceptionnelle, mais elle ouvre aussi des interrogations éthiques et juridiques relatives au respect de la vie privée.

Lire aussi | [Coronavirus : la crise sanitaire exacerbe la fracture sociale et politique](#)

Enfin, le temps du confinement n'a pas permis la remontée des attentes sociales vers les lieux de la décision centrale. Face à un discours de crise monopolisé par l'exécutif et les scientifiques, les organisations de la démocratie sanitaire n'ont pas pu jouer leur rôle d'intermédiaire entre les citoyens et le pouvoir. La prise de parole s'est déplacée sur les réseaux sociaux, où contre-discours, fausses vérités et rumeurs circulent sans filtre. Le risque est que se renforce le sentiment d'une coupure entre le peuple confiné et les élites qui gèrent la crise depuis la capitale. La confiance continue de s'éroder.

Maintien de la confiance

La polémique autour des traitements à base d'hydroxychloroquine est symptomatique de l'opposition qui se creuse entre, d'un côté, une « science savante » considérée comme abstraite, hors-sol, parisienne, élitiste et liée à la parole politique, et d'un autre côté, une « science du bon sens », concrète, expérimentale, provinciale, incarnée par la figure épique d'un docteur Raoult. Les réseaux sociaux deviennent le nouveau lieu de la controverse savante, entretenue par les avis en série donnés par des médecins, des élus et des célébrités... bien loin des lieux du débat scientifique.

Lire aussi | [Barbara Stiegler : « La crise due au coronavirus reflète la vision néolibérale de la santé publique »](#)

Aujourd'hui, alors que les corps individuels sont toujours confinés, il est temps d'ouvrir l'espace de la gestion de crise au corps social. Ce n'est pas un simple exercice démocratique en temps de crise qui est ici en jeu : c'est le succès de la réponse sanitaire au Covid-19. Il existe au moins cinq raisons d'associer les acteurs de la société à la construction des réponses au Covid-19.

La première est de construire l'adhésion de la population aux choix gouvernementaux. En situation d'urgence, le maintien de la confiance dans les institutions est indispensable pour que les individus adoptent les comportements appropriés et acceptent les restrictions qui leur sont imposées.

Or, dans la communication de crise, l'Etat et ses relais techniques ont des moyens limités pour atteindre les populations fragilisées et les territoires délaissés. Les acteurs de terrain intervenant dans les domaines du soin, de l'aide sociale et de la réinsertion jouent un rôle décisif pour relayer les messages sanitaires au niveau local et construire, en retour, la confiance dans les choix publics.

Connaissance du terrain

Deuxièmement, tous ces acteurs de la cohésion sociale ont une connaissance du terrain que n'a pas l'administration de la santé. Pour employer un vocabulaire du management public, ils ont une « expertise sociale » tirée de leur travail auprès des populations en difficulté.

Lire aussi | [Coronavirus : « Les inégalités tuent aujourd'hui en Seine-Saint-Denis »](#)

Educateurs, travailleurs sociaux, psychologues et assistants sociaux, par exemple, ont une excellente connaissance des milieux sociaux vivant dans l'exclusion, particulièrement exposés en temps de crise (femmes isolées ou menacées, jeunes déscolarisés, sans-abri, étrangers en situation irrégulière...). Ils sont les mieux placés pour comprendre le vécu de la crise et faire remonter des territoires des questions concrètes, par les relais de la démocratie sanitaire.

Troisièmement, une grande partie des réponses à la pandémie mondiale sont des réponses locales qui s'appuient sur la solidarité de voisinage et sur l'inventivité des associations. Dans le temps suspendu du confinement, les associations de quartier et les collectifs locaux, aux côtés du secteur médico-social, continuent d'apporter un soutien social et psychologique aux personnes âgées, aux familles en difficulté, aux personnes en situation de handicap ou souffrant de maladies psychiatriques, ou aux personnes incarcérées.

Les acteurs de la solidarité jouent un rôle essentiel auprès de la grande pauvreté et de l'exclusion. Ces actions sont mal appréhendées au niveau central, alors que tous ces efforts conjugués permettent la résilience de la société en situation de crise.

Lire aussi | [Renaud Payre : « Un monde économique et idéologique disparaît tant les marqueurs de sa faillite se multiplient »](#)

Quatrièmement, pour répondre aux nombreuses questions éthiques et juridiques posées par la réponse sanitaire (équilibre entre sécurité et liberté, respect de la dignité, lien entre vulnérabilité et inégalités sociales, reconnaissance des métiers d'utilité sociale, place de la responsabilité individuelle,

collecte des données personnelles, statut de la vérité scientifique...), diverses institutions doivent retrouver leur place dans le débat public : Comité consultatif national d'éthique, Défenseur des droits, Commission nationale consultative des droits de l'homme, Contrôleur général des lieux de privation de liberté, Ligue des droits de l'homme, et bien d'autres acteurs de la protection des droits.

Des aspirations à une nouvelle société

Ceux-ci n'ont jamais cessé de travailler, mais leur parole est à peine audible. Il est pourtant essentiel d'avoir des boucles de contrôle démocratique permettant d'interroger les problèmes éthiques qui surgissent au fil de la crise.

Enfin, la participation des acteurs de la société est essentielle pour préparer la sortie de crise, qui sera lente, difficile et potentiellement explosive. Nul ne sait à ce jour comment des citoyens ayant subi une longue réclusion forcée réagiront en retrouvant la liberté. Les aspirations à une nouvelle société solidaire et protectrice ne manqueront pas de s'exprimer.

Lire aussi | Edgar Morin : « Cette crise nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins masqués dans les aliénations du quotidien »

Néanmoins, la société réelle pourrait en sortir encore plus fracturée : ressentiment à l'égard d'un pouvoir mal préparé et déconnecté de la vie des gens, perte de crédibilité de la parole scientifique, inclination à rejeter la responsabilité de nos malheurs sanitaires sur des populations déjà discriminées, tentation du repli national, besoin irréprensible de sécurité face aux risques sanitaires et banalisation des mesures d'exception.

Les organisations représentant la société doivent être impliquées dans la gestion de la crise pour faire remonter les attentes sociales, éclairer les décisions publiques et engager les débats de l'après-Covid. La sortie de la crise s'accompagnera inévitablement d'une phase de reconstruction nécessitant une société de confiance. Ce n'est pas en laissant le débat sur les réseaux sociaux, avec leur cortège de faux contenus et d'idées polarisées, que l'on pourra restaurer l'éthique de la discussion démocratique.

C'est en mobilisant les forces sociales et les réseaux de la démocratie citoyenne que la société pourra surmonter les défis qui nous attendent. Tous les outils participatifs existent déjà. Il suffit de les mettre en œuvre.

¶ **Olivier Nay**, ancien conseiller principal pour le sida à l'Unesco, est membre fondateur du think tank Santé mondiale 2030.

¶ **Le docteur Louis Pizarro** est secrétaire général du think tank Santé mondiale 2030. Il enseigne la santé mondiale à Sciences Po et à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

Olivier Nay (Professeur de science politique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne) et **Louis Pizarro** (Maître de conférences à Sciences Po)